



... Ben voyons ! Ils ne pourraient pas passer les concours vos ami.e.s politiques ?! Non, nous l'avons compris, votre objectif est de les nommer vous-mêmes, avec pour les plus gradés, des objectifs bien précis et peu avouables, comme celui de casser un peu plus les services, ou de préparer le terrain pour les privatisations, voire les mobilités et les licenciements...

Ces méthodes ont déjà été utilisées dans plusieurs administrations et services avant de les détruire purement et simplement, en y instituant des

réorganisations à tout va, dont certaines au fort mauvais goût, ont déjà conduit de trop nombreux. ses employé. es jusqu'au suicide.

C'est ce que vos prédécesseurs ont fait à la Poste, puis à France télécom en leur temps par exemple. Mais dites nous : « *Prévoyez vous aussi des parachutes dorés pour ces futurs Directeurs ?* »

Cette mesure est une véritable attaque sournoise contre le statut, remettant en cause l'indépendance des fonctionnaires en ouvrant la porte aux *recrutements maison* accompagnés d'objectifs politiques précis pour les postes à hautes responsabilités. Au-delà de l'encadrement supérieur, il est clair qu'elles s'étendront ensuite aux autres catégories. Recrutements et avancements seront alors réservés aux ami.e.s, à la famille, ou pour le moins aux personnes *bien pensantes*...

LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE NOUS FAIRE LES POCHEs !

BAISSE DES MINIMAS SOCIAUX

Alors que 8.9 millions de personnes sont aujourd'hui en situation de pauvreté dans notre pays, soit 14.2 % de la population, le Gouvernement envisage sérieusement de baisser les aides sociales. Utilisant des annonces contradictoires entre Ministres différents, Il en est actuellement en période test.

Révélee par le canard enchaîné, cette idée vient de Gérard DARMANIN Ministre de l'action et des comptes publics et de Bruno LEMAIRE, Ministre de l'Économie, ces deux là étant à la recherche de 7 milliards d'économies. Ils sont sérieusement appuyés en cela par le 1^{er} Ministre Édouard PHILIPPE.

AIDES PERSONNALISÉES AU LOGEMENT (APL)

À partir de 2019, les aides au logement (APL) seront attribuées en fonction des revenus de l'année en cours et non plus des revenus d'il y a 2 ans. Cela rapportera à l'État 1 milliard d'économies ! E. PHILIPPE a annoncé qu'il pourrait étendre cette mesure à toutes les aides sociales !

VERS UNE SUPPRESSION DES PENSIONS DE RÉVERSION ?

Dans le cadre de la réforme des retraites qui déjà à elle seule ne présage rien de bon venant du gouvernement macronien, le Gouvernement envisage une harmonisation des régimes des pensions de réversion. Qu'en est-il au juste ?

Il est clair qu'en idéologues thatcheristes qu'ils sont, nos gouvernants, HOLLANDE et SARKOZY hier, MACRON aujourd'hui, ont clairement inscrit sur leur feuille de route la suppression des retraites et de toute protection sociale gratuite, au même titre que le code du travail, les minimas sociaux, la casse du service public, etc.

De par leur feuille de route, et au-delà des mots et de tous les discours en trompe l'œil qu'ils tiennent aujourd'hui : OUI, le gouvernement actuel envisage très sérieusement la suppression pure et simple des pensions de réversion ! Il n'y a pas de doute là-dessus.

Il sait aussi que s'il ne peut lui-même mettre cela en application, c'est le (les ?) gouvernement(s) qui suivra(ont) qui finira(ont) le travail.

« *L'exécutif veut faire des économies sur les plus pauvres pour nourrir les plus riches. 1* »

On peut espérer toutefois que la polémique actuelle sur ce sujet permettra de retarder l'échéance de la mise en place d'une telle mesure !

¹ Olivier FAURE, premier secrétaire du PS. *Bien que nous n'avons plus aucune confiance au parti socialiste, nous ne pouvons que concevoir la justesse de cette phrase.*



N° 10

Juillet 2018

ÉDITO

Si l'on se réfère aux actualités des médias traditionnels (médias mainstream !), à l'aube des vacances d'été (tout le monde n'y aura pas droit !), le pays serait calme, les français et les françaises soutiendraient largement MACRON.

Ces derniers.ères apprécieraient la casse de la fonction publique, du statut des cheminot.e.s, celui des fonctionnaires, ainsi que la mise au banc les retraité.e.s, toutes et tous trop privilégié.e.s à leur goût paraîtrait-il !

Ils et elles auraient compris que la casse du code du travail est faite pour leur bien, pour vivre avec leur temps...

À écouter ces médias, Il n'y a aucune lutte dans le pays à part celle des méchants privilégié.e.s cheminot.e.s qui prennent la France en otage. Et encore, selon eux, il s'agit d'une grève contre nature, puisqu'elle génère chaque jour toujours moins de grévistes !

Heureusement, la vérité est somme toute bien différente. Bien que la *convergence des luttes* qui aurait seule permis des reculs gouvernementaux d'importance n'ait pas été atteinte, les mouvements sociaux sont extrêmement nombreux aujourd'hui et s'étendent à de nombreux secteurs.

Des grèves longues et difficiles ont lieu dans de nombreux services publics et entreprises privées. Parfois, face à l'intransigeance et le mépris patronal, les actions prennent même malheureusement des formes ultimes, telles des grèves de la faim.

Face à cela, patronat et Gouvernement font tout pour enrayer ces mouvements et ne pas répondre aux revendications des salarié.e.s., refusant de plus en plus toute négociation.

suite page 3

Convergences & Luttés

Bulletin de liaison retraité(e)s et actifs (ves) rédigé à l'initiative du Collectif Retraité(e)s du Syndicat CGT du Conseil Départemental de Loire-Atlantique et de la section du Syndicat National CGT des Personnels Techniques des Réseaux et Infrastructures (SNPTRI)

*"Conquis" mais pas "Acquis" ! Ne parlez pas d'Acquis sociaux, mais de Conquis sociaux...
Ambroise CROIZAT, Ministre du Travail, fondateur de la Sécurité Sociale*

cd44.reference-syndicale.fr/convergences-et-luttés

Contact mail : convergencesetluttés@tutanota.com

ATTAQUE D' EN MARCHÉ ... CONTRE LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

C'est à 3h20 du matin dans la nuit du 15 au 16 juin, que des député.e.s d' EN MARCHÉ (mais aussi du MODEM), ont fait adopter 3 amendements ouvrant effectivement une véritable brèche¹ dans le statut de la fonction publique.

Ces textes qui ont ainsi été adoptés en quasi catimini, sans débat, et en seulement ...quatre minutes (un record !) sont inscrits dans un projet de loi intitulé « *pour la liberté de choisir son avenir professionnel* »² porté par Olivier DUSSOPT, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Ils visent à permettre le **recrutement sans conditions et sans aucune limitation, de contractuels pour les postes d'encadrement supérieur** dans les trois versants de la fonction publique. Les postes de Directions sont naturellement très concernés.

On peut se demander ce que font de tels textes dans un projet de loi portant un nom aussi éloigné du sujet. La réponse est que la réforme de la fonction publique (et des statuts !) a été annoncée pour 2019, mais que MACRON veut d'ores et déjà s'y attaquer. Tous les moyens sont bons.

Pour Nathalie ELIMAS, députée MODEM du Val-d'Oise, membre de la commission des affaires sociales, cette mesure¹ consiste à « *lever un verrou législatif* » empêchant des personnes ne relevant pas du statut de la fonction publique d'exercer des fonctions d'encadrement dans l'administration...

¹ La Gazette des communes <http://www.lagazettedescommunes.com>
Cette mesure concerne 350 postes pour l'hospitalière, 2 685 postes pour l'État.

² La loi a été votée le 20/6/2018 par 349 voix POUR et 171 CONTRE

suite page 4

SOMMAIRE

Page 1 : ÉDITO
ATTAQUE D' EN MARCHÉ CONTRE LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

Page 2 : L'OR GRIS
DU CÔTÉ DES RETRAITÉ.E.S : À MÉDITER !

Page 3 : ÉDITO (suite page 1)
DU CÔTÉ DES RETRAITÉ.E.S : À MÉDITER (suite page 2)

Page 4 : ATTAQUE SOURNOISE D' EN MARCHÉ CONTRE LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE
LE GOUVERNEMENT CONTINUE À NOUS FAIRE LES POCHEs

Lorsqu'arrive l'âge du vieillissement et de la retraite (mais y aura t-il encore retraite demain si le (la) travailleur.se ne se bat pas davantage qu'aujourd'hui ?), il est des industriels du « tout est bon à prendre » qui tentent de nous reprendre ce que nous avons fait d'économies notre vie durant, ainsi que les revenus de nos pensions, y compris à piocher dans ceux de nos enfants.

L'industrie pharmaceutique en profitera un maximum, mais ce n'est pas la seule. Parmi ces profiteurs sans scrupules, il y a aussi l'industrie des EHPAD.

Le quart des établissements qui la composent appartient au secteur privé. Ce sont alors leurs actionnaires qui y fixent les conditions de vie des résidents, profitant on ne peut mieux de leur vulnérabilité, car âgés et dépendants. Leur but n'est pas de répondre à un besoin sociétal, mais seulement de faire un maximum de profits.

C'est ainsi qu'ils décident des ratios financiers et d'effectifs, du temps à passer pour les toilettes des résidents, des quantités et de la qualité de nourriture, de produits d'hygiène³, des consommations d'eau et d'électricité... Pour obtenir un maximum de profits, tout cela est souvent réduit à son strict minimum.

Le secteur public, géré par un état aux ordres des oligarques dirigeant l'Europe et le monde aujourd'hui (FMI, banques et multinationales) fait de même. Par ce biais, il s'apprête aussi à la privatisation de tout le secteur de la dépendance.

Ils sont environ 600 000 français à vivre aujourd'hui dans ces établissements. D'après les statistiques, les résidents y passeraient en moyenne les trois dernières années de leur vie.

Le marché des EHPAD est juteux. Le taux de rentabilité dépasse les 25%. Les investisseurs appellent cela « l'or gris. »

Pour faire face à la non solvabilité de nombreux ménages (et cela va aller en s'accroissant naturellement du fait des politiques menées), le recours obligatoire à des assurances privées contribuant à financiariser la dépendance fait son chemin. « Pour les mutuelles et les assurances, l'opportunité est de taille : il s'agit de collecter l'épargne individuelle de millions de salariés à partir d'un certain âge ! »³

En d'autres termes, après avoir travaillé leur vie durant, les travailleurs-ses sont appelé.e.s à restituer une partie (ou la totalité) de leurs économies, ou à donner la totalité de leur pension (parfois les deux) durant leurs vieux jours pour vivre dans ces hôtels qui - en théorie - devraient être bien luxueux pour les prix pratiqués ! Souvent ce sont les enfants qui sont et qui de plus en plus seront mis à contribution.

« Solidarité intergénérationnelle » a dit un certain MACRON, au moment où il rançonnait les retraité.e.s en ce début d'année 2018...

³ Enquête du magazine Pièces à conviction, FRANCE 3 - 19 octobre 2017

DU COTÉ DES RÉTRAITÉ-E-S

À MÉDITER... Article de Philippe LEFORT, membre de notre collectif retraité.es. Photo : Débat 19/06 Les Jours Heureux.



Lors de la projection du film *Les jours heureux*, le 19 juin à la Génestrie, nous avons pu, hélas, constater, par le petit nombre de personnes présentes, le peu d'intérêt que semblent porter les citoyens du monde ouvrier à la destruction de notre modèle social et économique mis en place à partir de 1943 par les résistants (CNR) CGT qui, pour nombre d'entre eux, ont payé de leur vie.

Malgré tout, un débat intéressant s'est instauré à l'issue de la projection, et une question taraudait l'esprit de tous : *Pourquoi cette inertie de population face au rouleau compresseur du gouvernement Macron qui anéantit tout notre modèle social et économique ?*

Me concernant, et sans prétention aucune, j'ai une petite idée sur le sujet.

En effet, nous avons eu la chance de visiter la cité antique de Rome accompagné d'une guide conférencière qui nous a éclairé sur la relation qu'il y a entre notre civilisation actuelle et Jules CESAR !

Il y a donc 21 siècles, Jules CESAR était le premier "Consul Républicain" de Rome. Et oui, j'ai bien dit "Républicain", puisqu'il avait instauré le "Sénat". Ceci-dit, républicain ne s'apparente pas systématiquement à démocrate, puisqu'il était un dictateur. Mais il avait aussi trouvé un moyen efficace pour avoir la *paix sociale*. En effet, pendant ses fameux jeux romains où des chrétiens étaient jetés en pâture aux lions et où des gladiateurs s'entretuaient, il invitait, gratuitement, toute la population romaine -pauvres et riches- à y assister au *Coliseum*. Tout le monde pouvait ainsi manger et s'enivrer à sa guise sans sesterce déboursé.

ÉDITO (suite de la page 1)

Face à ces luttes sont utilisés à l'encontre des travailleurs.ses les moyens permis par l'état d'urgence aujourd'hui permanent, procédés dignes de régimes les plus autoritaires qui soient : *intimidations, fichages, sanctions de toutes sortes, assignations devant les tribunaux, perquisitions chez plusieurs militant.e.s, arrestations, violences policières à chaque manifestation... Cela est inacceptable.*

Pourtant face aux reculs sociaux pour lesquels MACRON n'a pas été élu, et dont nombre de mesures ne figuraient pas dans son programme (réforme ferroviaire, privatisations, attaques contre le service public et les statuts par exemple), nous n'avons pas d'autres choix que ... **LA LUTTE ! TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !**

DU COTÉ DES RÉTRAITÉ-E-S (suite de la page 2)

... Bref, c'était la belle vie ! Un siècle plus tard, le poète satyrique romain JUVÉNAL s'est inspiré de cet état de fait pour en faire un poème (v traduction ci-contre).

Déjà, dans L'Empire Romain, le poète JUVÉNAL disait que pour gouverner, il fallait donner au peuple « pain et Jeux » (traduction de « Panem et circenses »). Ainsi, le peuple pouvait se nourrir et se divertir. On assistait alors à une *Paix sociale* mettant ainsi le peuple hors du jeu politique, et évitant conflits, révoltes, soulèvements.

J'en conclus donc que rien a changé depuis 2000 ans ! Les mêmes règles sont appliquées encore aujourd'hui.

Et oui, notre gouvernement peut, à sa guise, manipuler le peuple comme il veut. Tout comme à l'époque romaine, le peuple qui assistait à des horreurs sanguinaires se taisait, et même se réjouissait, parce qu'il n'était pas dans l'arène à se faire dévorer par les lions.

Il en est de même aujourd'hui puisque celui qui a du travail et un bon salaire se fout pas mal de son voisin qui vient d'être licencié. Il se fout pas mal, non plus, du sort de la SNCF, de ENEDIS, puisqu'il ne se sent pas concerné. Il va, certes grogner contre une quelconque augmentation de prix ou de taxe, mais il encaisse sans broncher...

Pourquoi cette attitude me direz-vous ? Et bien, encore une fois, comme il y a 2000 ans, le peuple a "du pain et des jeux". Je m'explique. De nos jours, nous avons à notre disposition des tonnes de moyens, certes pas gratuits mais pas forcément onéreux, de nous distraire et de voyager.

Ainsi, notre gouvernement a la "*paix sociale*" même si, bien sûr, nous avons, ici et là, de nombreuses grèves et manif minimalistes, il faut bien l'avouer.

Je crois que personne n'a pris conscience que depuis l'obtention de la cinquième semaine de congés (1982) les esprits ont changé et le bonheur a induit furtivement l'individualisme. C'est ce que je ressens, et je suis certain qu'aucun gouvernement ne remettra en question avant longtemps cette cinquième semaine de congés pour deux raisons fondamentales : tout d'abord, elle permet la *paix sociale* et ensuite, le tourisme franco-français induit des taxes non négligeables. Tout cela, bien évidemment, n'engage que moi, mais je reste persuadé que l'esprit de Jules CESAR planera encore longtemps au-dessus de nos têtes !

Posons nous la question de savoir quel intérêt aurait un gouvernement, quel qu'il soit à changer quelque chose qui fonctionne depuis 2000 ans !? Voilà donc pourquoi, dans un grande majorité, trop de monde se désintéresse du syndicalisme et devient individualiste à outrance. Hors période de guerre bien évidemment car là tout le monde est concerné et ça change la donne...



Decimus Junius JUVÉNAL né probablement pendant le règne de CLAUDE — les dates varient de 45 à 65 — à Aquinum en Campanie, est un célèbre satirique latin de la fin du I^{er} siècle et du début du II^{ème} siècle de notre ère dont l'oeuvre compte parmi les plus intéressantes et les plus remarquables que nous ait léguées l'Antiquité. Il est l'auteur de seize Satires composées entre 90 et 127. ¹

¹ www.cosmovisions.com/Juvenal.htm

« Panem et circenses »

Du pain et des jeux
et le peuple sera content,
il suivra aveuglément
les lois des seigneurs dieux.
Le peuple est-il content ?
Assurément,
il ne montre pas ses dents,
il aurait honte,
elles sont pourries.
Du pain il en a partout,
sous toutes ses formes,
pour tous les goûts.
Souvent même, il n'est plus
à ses goûts
et il faut en faire des
cendres
qui rempliront les déserts
au lieu de les nourrir.